

CONFLIT ISRAËLO-PALESTINIEN

# Soutien sans faille à l'UNRWA et impunité pour Israël

Fabien Grasser

**Le Luxembourg se tient aux côtés de l'UNRWA, l'agence de l'ONU chargée des réfugiés palestiniens, dont le chef est venu au Luxembourg le 6 février. Mais cela ne suffit pas à contraindre Israël au respect du droit humanitaire international, jugeant l'opposition et la société civile.**

Un soutien ferme et sans ambiguïté : le Luxembourg a affiché un message politique clair lors de la visite du commissaire général de l'agence des Nations unies pour les réfugiés palestiniens (UNRWA), au Luxembourg, ce vendredi 6 février. Pour marquer cet appui à l'agence onusienne, Philippe Lazzarini a été tour à tour reçu par le ministre des Affaires étrangères et celui de la Culture, par la commission

des Affaires étrangères du parlement et par le grand-duc. Cela montre que, « en Europe, on n'a pas complètement abandonné le sens de la solidarité », a salué Philippe Lazzarini, lors d'une conférence de presse conjointe avec Xavier Bettel.

Depuis l'attaque terroriste du mouvement islamiste Hamas contre des localités et bases militaires israéliennes, le 7 octobre 2023, Philippe Lazzarini et l'UNRWA sont plus que jamais la cible du gouvernement d'extrême droite de Benjamin Netanyahu, le premier ministre israélien, visé par un mandat d'arrêt de la CPI pour crimes de guerre et contre l'humanité. « On a cherché un bouc émissaire, et pour certains il était logique que l'UNRWA soit responsable, si ce n'est presque l'auteure, de ce qui s'est passé », a résumé le chef de la diplomatie luxembourgeoise. Israël a par exemple accusé l'agence d'employer douze terroristes de l'attaque du 7 octobre, une assertion jamais étayée. Depuis le déclenchement de l'offensive de Tsahal contre Gaza à l'automne 2023, 380 membres du personnel de l'UNRWA ont été tués, tandis que 80 % de ses locaux ont été détruits.

Pour Philippe Lazzarini, « il est important de rappeler la motivation qui se cache derrière ces attaques : elle a été extrêmement bien expliquée par des auteurs de textes de loi adoptés à la Knesset, le parlement israélien. Ils disent clairement que c'est l'occasion de mettre fin une fois pour toutes à la perpétuation de la victimisation des Palestiniens et de mettre fin une fois pour toutes à leur statut de réfugiés. L'objectif à travers cela est de régler la question politique du droit au retour et d'affaiblir toute aspiration future à l'autodétermination ».

« Le rapport Colonna a démontré que l'UNRWA n'est pas l'auteure, l'initiatrice ou l'idéologue derrière les attaques et qu'au contraire, elle veut la paix plus que personne d'autre », a renchéri Xavier Bettel, citant l'enquête indépendante menée par l'ancienne

ministre française des Affaires étrangères. D'après le ministre, l'UNRWA est « un stabilisateur pour les réfugiés palestiniens et pour le Moyen-Orient. Mais il y a quelque chose qui n'est pas compris dans la tête de tous les responsables israéliens, c'est que la stabilité de l'UNRWA est aussi celle d'Israël ». Xavier Bettel dit avoir interpellé ses homologues et des députés israéliens à propos des accusations portées contre l'agence, « mais ils avaient peu d'arguments ».

Les reproches semblent d'autant plus injustes que l'UNRWA a souvent eu maille à partir avec l'organisation islamiste à Gaza. Le Hamas lui reproche de promouvoir les droits humains, la liberté de conscience religieuse et l'égalité entre hommes et femmes dans ses programmes scolaires. Devant la commission des Affaires étrangères de la Chambre, Philippe Lazzarini a aussi rapporté qu'après la prise du pouvoir du Hamas à Gaza, en 2005, l'agence avait proposé à Israël une collaboration pour repérer des islamistes infiltrés parmi son personnel. Mais Israël n'a jamais donné suite, a soutenu le diplomate onusien.

## Digitalisation des archives au Luxembourg

La destruction du siège de l'UNRWA, à Jérusalem-Est, en janvier, est le dernier épisode en date des agressions israéliennes contre l'agence fondée en 1949 et qui emploie près de 30.000 personnes, dont une écrasante majorité de Palestiniens. Cet acte constitue une violation flagrante du droit international par la remise en cause des immunités et privilèges diplomatiques dont jouit l'ONU, ont rappelé les deux hommes.

Confiant dans l'action menée par l'UNRWA, le grand-duché abonde son budget de 30 millions d'euros pour les années 2025 à 2027. Le Luxembourg a aussi voté le renouvellement de son mandat pour trois ans, au cours

## MSF sommée de déguerpir au 1er mars

Si le gouvernement israélien campe sur ses positions, Médecins sans frontières (MSF) devra quitter Gaza, la Cisjordanie et Jérusalem-Est le 1er mars. Comme 36 autres ONG, MSF a été sommée l'an dernier par les autorités israéliennes de lui remettre la liste et des informations personnelles sur ses employés en Palestine. MSF n'avait pas totalement fermé la porte à cette demande, mais exigé des garanties de sécurité, afin que les informations ne soient pas utilisées contre les employés, en majorité palestiniens. En l'absence d'une assurance suffisante, MSF a décidé de ne pas se plier à cette sommation. L'ONG craint également une atteinte à son indépendance et demande aux autorités israéliennes de cesser ses attaques contre elle.

MSF dit rester ouverte au dialogue avec Israël et appelle « de toute urgence tous les États membres de l'UE, y compris le Luxembourg, à veiller à ce que l'accès humanitaire à Gaza et en Cisjordanie soit maintenu et protégé », indique l'antenne luxembourgeoise de l'ONG internationale au woxx. MSF a besoin « d'une entrée ininterrompue des fournitures médicales à Gaza et de la possibilité pour le personnel de poursuivre ses activités afin de répondre aux besoins médicaux écrasants ». L'ONG emploie 1.385 personnes à Gaza, en Cisjordanie et à Jérusalem-Est.

Interrogé sur le sort réservé à MSF lors de sa visite au Luxembourg, le commissaire général de l'UNRWA, Philippe Lazzarini, a jugé que « tout départ de partenaires a un impact sur les services à une population devenue extrêmement dépendante de l'aide internationale ». Pour le chef de l'agence onusienne, « le départ d'une organisation comme MSF va avoir un impact auprès des hôpitaux, car c'est un acteur absolument essentiel pour les soutenir ». Selon Philippe Lazzarini, « chacune de ces décisions est une régression supplémentaire, qui a aussi pour objectif de réduire au maximum le nombre de témoins des violations qui se passent à Gaza et en Cisjordanie ».



PHOTO: SIP

Xavier Bettel, qui s'est rendu à plusieurs reprises en Palestine et en Israël ces deux dernières années, accueille chaleureusement Philippe Lazzarini à son arrivée au ministère des Affaires étrangères.

de l'Assemblée générale des Nations unies, en décembre dernier. Le point le plus important de cette visite est cependant l'annonce d'une collaboration avec le grand-duché pour la digitalisation des archives de l'UNRWA et sa cybersécurité. Pour cette raison, le chef de l'agence a également rencontré le ministre de la Culture, Eric Thill, pour développer ce projet sur lequel Xavier Bettel s'est montré discret, évoquant des raisons de « sécurité ». La question est d'autant plus sensible que ces archives, sauvées des ruines de Gaza par des employé-es de l'ONU au péril de leur vie, recensent aussi les familles palestiniennes, confirmant ainsi leur statut de réfugié-es qu'Israël veut précisément abolir.

Sur l'évolution de la situation actuelle, Philippe Lazzarini constate que le « cessez-le-feu à Gaza n'en a que le nom : chaque jour, il y a des gens qui sont tués. Plus de 500 depuis son entrée en vigueur, parmi eux plus de 100 enfants. Il y a aussi ce qui se passe en Cisjordanie, avec une violence quotidienne des colons, une accélération de l'expansion des colonies ». Ce dimanche 8 février, le cabinet de sécurité israélien a adopté des règles autorisant Israël à étendre son contrôle dans des zones administrées par l'Au-

torité palestinienne en Cisjordanie, en violation des accords d'Oslo de 1993. Cette décision est dénoncée par les pays européens, mais ils s'en tiennent à des protestations purement formelles. « Je regrette que jusqu'à ce jour, il n'y ait jamais eu la moindre conséquence diplomatique, politique, légale ou économique » face aux violations permanentes du droit international par Israël, a déploré le chef de l'UNRWA.

Philippe Lazzarini a décrit « un environnement qui reste de misère » à Gaza. « Dans cette première phase du cessez-le-feu, nous n'avons pas été en mesure d'amener l'assistance humanitaire d'urgence dans les proportions attendues. Nous avons uniquement réussi à renverser la tendance de la famine, mais nous avons toujours une situation nutritionnelle préoccupante pour des enfants », a-t-il poursuivi.

#### L'éducation contre la radicalisation

Si la santé et l'approvisionnement en nourriture et en eau potable sont aujourd'hui l'urgence absolue à Gaza, Philippe Lazzarini espère pouvoir rouvrir les écoles de l'UNRWA dans un avenir proche : « Avant octobre 2023, nous avions 300.000 enfants dans

nos écoles primaires et secondaires. Aujourd'hui, ces enfants sont profondément traumatisés et vivent dans les ruines de Gaza. Il ne faut jamais oublier que l'éducation a toujours été la fierté des Palestiniens, c'est le seul bien qui ne leur a jamais été enlevé. Nous risquons de perdre une génération entière, et si on la perd, on prend le risque de promouvoir plus de radicalisation à l'avenir. »

La sincérité de l'engagement du grand-duché aux côtés de l'UNRWA ne semble faire aucun doute. Mais cet engagement est jugé insuffisant par une partie de la société civile et de l'opposition. Très actifs sur le sujet, les députés socialistes Franz Fayot et Yves Cruchten multiplient les interpellations au gouvernement sur la façon dont le grand-duché compte mobiliser l'UE sur la question de l'UNRWA et, plus largement, sur les graves violations du droit international commises par Israël. Quelles mesures concrètes le Luxembourg a-t-il prises ou envisage-t-il de prendre « pour empêcher la commission d'un génocide à Gaza » ? Voilà ce que demandent les deux élus dans une récente question parlementaire.

Tout en saluant le soutien luxembourgeois à l'UNRWA, le Comité pour

une paix juste au Proche-Orient demande « que soient enfin mises en œuvre des sanctions contre Israël, au niveau de l'Union européenne et de chacun de ses États membres ». Vendredi 6 février, pendant que Philippe Lazzarini et Xavier Bettel s'adressaient à la presse, une poignée de militant-es pro-palestinien-nes donnaient de la voix devant le ministère. Ils ont dénoncé l'émission d'obligations d'État israéliennes sur les marchés financiers européens à partir du Luxembourg. L'opposition affirme que ces obligations servent à financer la machine de guerre israélienne, mais le gouvernement luxembourgeois botte en touche en se retranchant derrière des arguments techniques. Comme souvent au Luxembourg, les meilleures intentions se fracassent sur la primauté d'une place financière dont les intérêts se confondent si facilement avec la raison d'État.